

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE

OBJET : Stationnement camion benne.

Le Maire de la Commune de Sury-le-Comtal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,

- Vu le Code de la route,

- Vu le Code de la voirie routière,

- Vu la demande d'arrêté en date du mardi 13 septembre 2022 envoyée par Monsieur Jocelyn KHALDI de la SCI CONCEPT IMMO, autorisée à occuper le domaine public au droit du numéro 2 rue saint Vincent pour des travaux de couverture au 17 rue du Onze Novembre.

ARRÊTÉ

Article 1 : la SCI CONCEPT IMMO est autorisée à occuper le domaine public au droit du numéro 2 rue Saint Vincent à partir du vendredi 23 septembre 2022 pour une durée de 25 jours, afin de positionner des bennes et une grue pour procéder à la réfection de la toiture. **La rue Saint Vincent sera fermée à la circulation entre 7h 00 et 16h 00 et le panneau de sens interdit sera obstrué avec un cache et un panneau type A 18 (double sens de circulation) sera installé à l'extrémité de la rue afin d'indiquer que la circulation s'effectuera en double sens pour le voisinage. L'entreprise mettra en place une déviation rue de la République pendant la durée des travaux et une signalisation adaptée pour assurer la sécurité des usagers. Elle veillera également à laisser libre accès au camion de collecte des ordures ménagères le jeudi ([orduresmenageres@loireforez.fr/0800.881.024](mailto:orduresmenageres@loireforez.fr)).**

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront être assurés en toutes circonstances.

- Les rubans de signalisation seront utilisés dans le seul but de renforcer la visibilité du chantier, et ne pourront permettre, à eux seuls, de délimiter l'emprise du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder à l'installation de panneaux d'information à chaque extrémité du chantier, qui comporteront le nom de la société, le nom de l'entreprise et ses coordonnées, la nature des travaux, la date de début et la durée du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les arbres et autres plantations à proximité du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute salissure aux abords du chantier ainsi que sur les chaussées éventuellement empruntées pour des transports de matériaux divers. Les abords et chaussées feront l'objet de nettoyages périodiques.

Article 3 : Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terre, dépôt de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état ne devra pas excéder 31 jours (sauf grosses intempéries). En cas de carence ou de négligence de l'entreprise, les services municipaux pourront, après mise en demeure demeurée sans effet sous 24 heures, procéder aux nettoyage et enlèvements nécessaires aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : La présente est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 6 : M. le responsable de la Police Municipale, M. le Directeur des services techniques, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du Présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé.

Article 7 : Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa publication.

A Sury-le-Comtal, 13 septembre 2022

L'adjoint délégué
David COCAGNE



Délais et voies de recours : La présente autorisation est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa notification à son bénéficiaire.